



LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) DE SERVICES AUX FAMILLES AU SERVICE DU PROJET SOCIAL DE NOTRE TERRITOIRE

Photo DE LA commune

COMMUNE DE BRAS-PANON

2024-2027

Entre :

La Caisse des Allocations familiales de La Réunion représentée par le président de son conseil d'administration, Monsieur Harry-Claude MOREL et par [son Directrice Générale par intérim, Madame Virginie DERAND](#) ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

et

La commune de Bras-Panon, représentée par son maire, Monsieur Jeannick ATCHAPA, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son Conseil municipal ; du 27 novembre 2024.

Ci-après dénommée « la commune de Bras-Panon » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Sommaire (à réajuster)

<u>Préambule</u>	5
<u>Article 1 - Objet de la convention territoriale globale (Ctg)</u>	10
<u>Article 2 – Les champs d’intervention de la Caf</u>	11
<u>Article 3 - Les champs d’intervention de la commune</u>	17
<u>Article 4 - Les objectifs partagés au regard des besoins</u>	20
<u>Article 5 - Engagements des partenaires</u>	25
<u>Article 6 - Modalités de collaboration</u>	26
<u>Article 7 - Échanges de données</u>	27
<u>Article 8 - Communication</u>	28
<u>Article 9 - Evaluation</u>	28

Article 10 -Durée de la convention.....	29
Article 11 -Exécution formelle de la convention.....	29
Article 12 -La fin de la convention.....	30
Article 13 -Les recours.....	30
Article 14 -Confidentialité.....	31

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de La Réunion en datedu concernant la stratégie de déploiement des Ctg figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Bras-Panon en date du 27/11/2024 figurant en annexe 7 de la présente convention.

Préambule

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...

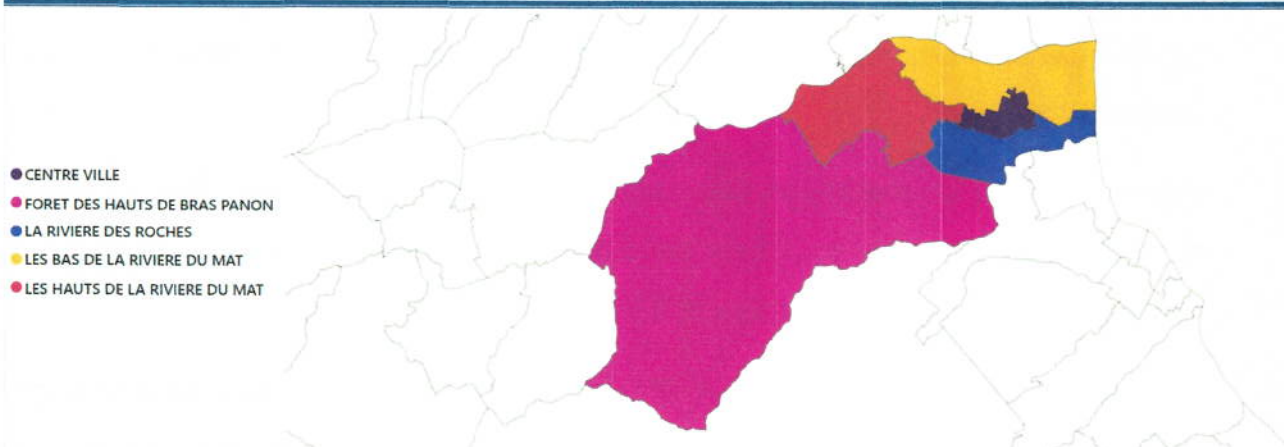
L'annexe 1 intitulée « le diagnostic partagé » présente les caractéristiques sociales et territoriales, l'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles, les territoires et les champs d'intervention prioritaires.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de La Réunion et la commune de Bras-Panon concluent une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

L'analyse conduite par la Caf visant à mutualiser les connaissances des besoins des familles et de leur situation à l'échelle locale fait apparaître les caractéristiques territoriales suivantes :

"Du battant des lames au sommet des montagnes"

Superficie (ha)	8 855	Nb d'allocataires	4 158
Population légale	13 416	Nb de personnes couvertes	9 664
Intercommunalité	CIREST	Taux de couverture	72,03 %
Maire	M. Jeannick ATCHAPA		



Données CAF - Allocataires CAF

FICHE SYNTHÈSE DES PRESTATIONS FAMILIALES ET LEGALES

	Commune	Evo entre 2018 et 2022	DEPARTEMENT	Evo entre 2018 et 2022 dépt	% Com. / Dépt	COMMUNE
Populations légales en vigueur au 1er janvier 2021	13 416		863 083		1,50 %	Bras Panon
Nombre d'allocataires	4 158	3,23 %	286 870	6,75 %	1,45 %	2022
% des personnes isolées :	42,69 %		43 %			
% des familles monoparentales :	25,90 %		24 %			
% des couples seuls :	4,35 %		6 %			
% des couples avec enfant(s) :	27,00 %		27 %			
Nombre de personnes couvertes :	9 664	0,41 %	664 573	2,07 %	1,45 %	
% pers. couv. / pop légale INSEE :	72,03 %		77 %			
Allocataires précaires(RSO ou AAH ou RSA)	1 754	-3,73 %	123 157	-0,62 %	1,42 %	
% allocs précaires/total allocataires commune:	42,18 %		44 %			
Nombre d'enfants présents du rang 1 à 12 :	4 203	-1,73 %	284 028	-0,86 %	1,48 %	
% des 0 à 2 ans :	13,25 %		18 %			
% des 3 à 5 ans révolus :	13,68 %		10 %			
% des 6 à 11 ans révolus :	30,84 %		30 %			
% des 12 à 16 ans révolus :	26,24 %		30 %			
% des 17 à 18 ans ou plus :	9,52 %		12 %			
Montant médian du QF CNAF	478		478			
Part des allocs ayant des ressources inf. au SMIC(%) :	79 %		79 %			
dont part des allocataires ayant des ressources nulles	32 %		35 %			

FOCUS SUR LES ALLOCATAIRES CAF

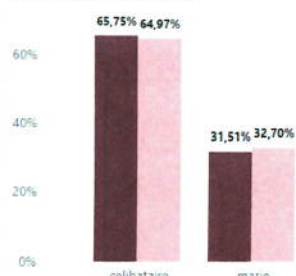
COMMUNE

Bras Panon

2022

Situation matrimoniale déclarée

● %Commune ● %Département



4 158

Nombre d'allocataires



Masculin

1 456

35,98 %

%Dept.

35,02 %

%Commune



Féminin

2 702

64,02 %

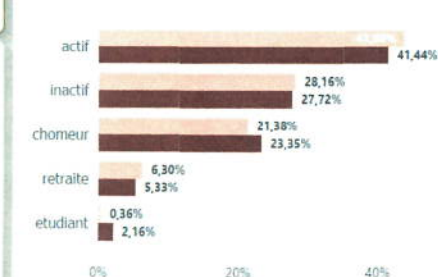
%Dept.

64,98 %

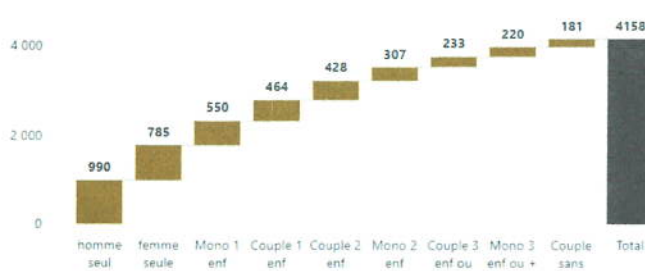
%Commune

Activité du responsable du dossier

● %Commune ● %Département



Nombre d'allocataires par type de famille



42,69 %

Personnes Isolées

25,90 %

Familles Monoparentales

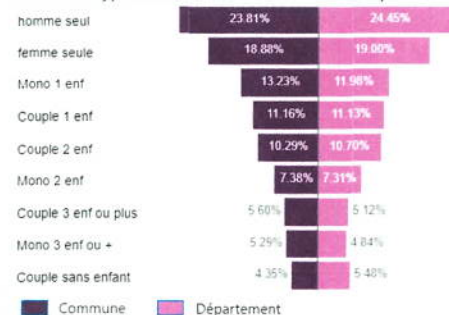
24,15 %

Couples avec enfant(s)

4,35 %

Couples sans enfant

Type de famille (% Commune/ % Dépt.)



● Commune ● Département

Données CAF - Le type d'allocations

Bénéficiaires par type de prestation	Nombre de bénéficiaires	Evo entre 2018 et 2022	Nombre de bénéficiaires département	Evo entre 2018 et 2022 département	% bénéficiaires commune/total alloc. de la commune	% bénéf. dépt./total alloc. dépt. en...	Montant total annuel versable	Bras Panon
Enfance								
AF	2 052	-1,06 %	136 055	-0,03 %	49,35 %	47,43 %	4 086 588 €	
CF	248	-16,78 %	15 774	-7,73 %	5,96 %	5,50 %	728 312 €	
ARS	1 193	-5,17 %	78 755	-2,87 %	28,69 %	27,45 %	4 018 215 €	
PAJE	497	-0,60 %	35 253	-2,57 %	11,95 %	12,29 %	2 123 329 €	
Prime naissance/adoption	19	137,50 %	930	-0,21 %	0,46 %	0,32 %	164 578 €	
Allocation de base	460	-2,34 %	31 467	-5,86 %	11,06 %	10,97 %	966 874 €	
Compl. Mode de garde(1)	121	47,56 %	8 917	37,91 %	2,91 %	3,11 %	928 112 €	
PreParE	18	28,57 %	1 289	-13,49 %	0,43 %	0,45 %	63 765 €	
Isolément								
ASF	620	4,73 %	37 465	-2,29 %	14,91 %	13,06 %	1 596 323 €	
RSA majoration isolément	220	-3,51 %	15 254	-5,16 %	5,29 %	5,32 %	1 596 167 €	
Logement								
ALF	1 024	-6,40 %	61 550	-6,85 %	24,63 %	21,46 %	4 375 175 €	
ALS	775	2,51 %	53 536	6,82 %	18,64 %	18,66 %	1 948 846 €	
Handicap								
AAH	328	4,13 %	21 717	8,49 %	7,89 %	7,57 %	3 256 462 €	
MVA	64	25,49 %	3 141	8,16 %	1,54 %	1,09 %	577 237 €	
Compl. ressources		76,00 %	393	-18,30 %	0,12 %	0,14 %	57 579 €	
AEEH	132	-16,67 %	8 414	46,36 %	3,17 %	2,93 %	438 683 €	
AJPP(2)			76		0,02 %	0,03 %	13 425 €	
Précarité								
RSO	68	-5,56 %	5 207	-10,36 %	1,64 %	1,82 %	458 799 €	
RSA(3)	1 358	-5,50 %	96 397	0,69 %	32,66 %	33,60 %	8 458 573 €	
PPA	1 337	40,74 %	88 440	43,11 %	32,15 %	30,83 %	3 337 528 €	
Total							37 071 241 €	

(1)hors paiement des cotisations versée au centre Pajemploi pour les CMG direct assistante maternelle et garde enfant à domicile.

(2)hors régularisation a posteriori

(3)hors prime exceptionnelle

Article 1 - Objet de la convention territoriale globale (Ctg)

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

La CTG est toujours une démarche partenariale, personnalisée et adaptée au contexte communal.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

La Ctg a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3).

Pour garantir un accompagnement homogène des familles sur tout le territoire, la CAF en partenariat avec les communes déploie un panier de service minimal. Ce socle de base est inscrit dans la CTG, déclinant ainsi les 7 thématiques suivantes :

- accès aux droits et aux services
- petite enfance
- accompagnement à la parentalité
- enfance et jeunesse
- logement et amélioration du cadre de vie

- animation de la vie sociale
- accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle

Article 2 – Les champs d'intervention de la Caf (interne)

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la commune de Bras-Panon concernent les champs suivants

Favoriser l'accès aux droits et aux services

Environ 120 000 Réunionnais sont en situation d'illettrisme, soit 23 % de la population du département, la Caf de La Réunion fait donc de l'accès aux droits et de la lutte contre le non-recours de ceux-ci un objectif essentiel des orientations nationales stratégiques et des priorités du Conseil d'administration de la Caf, ce qui suppose dans le même temps de lutter contre la fracture numérique. Le développement des téléservices aujourd'hui et la transformation du modèle de production de la branche Famille demain constituent de puissants leviers d'accès aux droits. La branche Famille peut également améliorer l'accessibilité aux droits par le développement de partenariats d'accueil.

L'accès aux droits se concrétise ainsi par une offre globale de la Caf et le versement des prestations légales, en privilégiant une qualité de service basée sur l'accès rapide et l'exactitude des droits et sur une relation de proximité développée sur la commune de Bras-Panon comme suit :

Données CAF

Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale

Petite Enfance

La Caf place le bien-être du jeune enfant et le soutien à la fonction parentale au cœur de ses priorités. Elle accompagne les moments importants de la vie des familles et apporte son soutien lors de l'arrivée de jeunes enfants en versant des prestations familiales, mais elle est aussi fortement impliquée dans le monde de la petite enfance notamment avec l'accompagnement technique des projets de créations de crèches et la participation au financement de services et d'équipements publics et privés dont associatifs. Le financement des structures d'accueil se traduit sous forme d'aides à l'investissement pour le déploiement des équipements et par des subventions de fonctionnement qui offrent aux familles la possibilité de recourir aux services d'accueil collectif à moindre coût.

Au 31/12/2023, l'existant sur la commune se traduit par :

- **Accueil collectif :**

Sur le territoire communal, est implanté 1 établissement d'accueil du jeune enfant en mode Prestation de service Unique (PSU) dont 1 communal représentant 52 places.

Calculée sur la base du barème Cnaf, la Psu favorise une accessibilité réelle à l'ensemble des familles. Les Caf veillent aussi à encourager l'accueil de tous les enfants, en particulier ceux qui sont en situation de handicap ou issus de familles pauvres. Ciblés sur le rééquilibrage social, les bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale » visent aussi à alléger la charge des gestionnaires d'Eaje.

Depuis 2020, les gestionnaires situés dans des territoires disposant de ressources moins importantes pourront également prétendre au « bonus territoire Ctg ». Grâce à ces aides, le reste à charge des gestionnaires d'Eaje peut être fortement réduit, jusqu'à un niveau pouvant se situer autour de 10% du coût de fonctionnement dans certains cas.

Ainsi, le soutien financier de la Caf aux établissements en Psu s'élève à plus 4,2 millions euros en 2022 (PSEJ, Psu, Bonus Mixité et handicap, Caso, FRT). A noter

qu'avec la fin du Cej en 2021, les places existantes au 31/12/2021 et soutenues par la collectivité, bénéficieront, en sus de la Psu, du Bonus Territoire Ctg à partir de 2022 en lieu et place des aides Caf perçues en N-1 (Cej/ Caso/Caa/Frt). Dans la dynamique partenariale, la Commune poursuit son engagement financier en soutenant le fonctionnement des structures associatives en mode PSU à hauteur de 10%.

La commune compte également 65 places en Très Petite Section répartie sur les secteurs.

Le complément en libre choix du mode de garde (CMG), il y a 6 établissements soit 72 places existant sur le territoire.

Le territoire est pourvu de places en Accueil individuel-Collectif, 1 EAJE PSU et 6 EAJE CMG pour un total de 186 places avec un taux de couverture de 38.7% (info dataCAF2022).

- **Accueil individuel :**

Le territoire est pourvu de places en Accueil individuel, il est doté d'un Relais Petite Enfance fonctionnant à 0.5 ETP, 23 assistants maternels sont présents sur le territoire soit places. (info dataCAF2022).

Enfance-jeunesse

L'élaboration et l'animation du Schéma départemental des services aux familles permettent de renforcer, coordonner et structurer l'action des acteurs pour améliorer l'offre de services du territoire.

La commune de Bras-Panon n'échappe pas aux inégalités sociales et territoriales réunionnaises, avec une situation géographique présentant des hauts et des mi-pentes.

De ce fait, le principal enjeu est de prioriser via une coopération renforcée, les interventions en réponse aux besoins des familles réunionnaises et mutualiser les moyens d'action.

Dans cette perspective, les leviers déclinés ci-après seront actionnés :

- La poursuite de l'amélioration continue de la qualité du service aux familles à travers des dispositifs d'évaluation renforcés et partagés,
- La consolidation des dispositifs d'écoute usagers afin d'actualiser en continu les diagnostics existants à partir des difficultés objectives et des besoins exprimés en direct,
- Le développement de l'innovation locale afin de décaler les regards et coproduire des modes d'intervention adaptés et partagés dans une logique d'investissement social.
- Pour les 3 - 11 ans, l'enjeu est de soutenir les familles dans la conciliation de leur vie familiale, sociale et professionnelle, en proposant à leurs enfants une offre d'accueil éducative de qualité et accessible financièrement, sur l'ensemble des temps libres en dehors de l'école. L'enjeu est également de contribuer à permettre à tous les enfants d'avoir accès à des offres d'activités diversifiées (culturelles, sportives, scientifiques...) avec une attention particulière portée aux enfants les plus défavorisés, notamment en matière de départ en vacances.
- Concernant les 12-25 ans, il s'agit de soutenir les jeunes dans leur parcours d'accès à l'autonomie, en renforçant la présence éducative auprès des jeunes dans des structures répondant à leurs besoins et en généralisant une nouvelle offre de service en direction des adolescents, en favorisant la prise de responsabilité des jeunes et en encourageant leurs initiatives ainsi que leur engagement citoyen.

La structuration d'une politique loisirs se traduit donc comme suit : (soutien qualitatif et financier de la Caf aux accueils de mineurs) :

A VERIFIER

- 238 places en ACM adolescents de 13 à 17 ans.
- 529 places pour les 3 à 6 ans
- 786 places pour les 6 à 12 ans
- L'accompagnement des stagiaires BAFA/BAFD

La Caf contribue à l'éducation nutritionnelle et la qualité des repas dans le cadre de la PARS. La ville compte 8 753 élèves scolarisés/ EFFECTIF ECOLES-COLLEGE-LYCEE, pour un total de rationnaire de 7 838 (exercice civil 2022) DONNEES 2023 ?

Parentalité

Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes

- Données CAF

Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement

Logement et cadre de vie

La qualité du logement contribue à faciliter la vie familiale, les conditions d'éducation des enfants, et contribue plus globalement au « bien-être » de la famille. Le fait de percevoir une aide au logement implique un droit accessoire : celui d'habiter dans un logement qui répond aux normes de décence énoncés à l'article 6 de la loi N° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs.

En complément des obligations légales, la Caf de la Réunion développe des actions qui visent l'information et le soutien financier et technique aux familles ainsi que la mise en réseau des partenaires pour prendre en charge le traitement des situations au regard du logement des personnes les plus vulnérables.

L'implication de la Caf dans l'amélioration de la qualité de vie dans le logement et dans son environnement proche s'adapte aux besoins sociaux de territoires.

Animation de la vie sociale

L'animation de la vie sociale est un des axes importants de la politique d'action sociale de la Caf. Elle s'appuie sur des équipements de proximité que sont les centres sociaux et les espaces de vie sociale. La Caf accompagne les partenaires et les structures dans leurs projets de développement. Elle apporte son expertise pour aider les porteurs de projets dans le soutien à la fonction de pilotage et à la mise en œuvre d'actions. Elle engage des moyens financiers importants par le biais de prestations de service.

Une prochaine implantation d'un centre social sur le secteur de la Rivière des Roches est prévue.

Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle

La réforme de la recentralisation du RSA à La Réunion, en cohérence avec les engagements de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, s'impose comme un enjeu majeur dans le département. Dans ce cadre, depuis 2020, la Caf de La Réunion a en charge la gestion du RSA, dont l'orientation des bénéficiaires du RSA et la mission d'accompagnement des bénéficiaires de RSA Majoré, mission dévolue par la loi. Il s'agit de parvenir à une orientation rapide et efficace « du premier coup », de proposer un accompagnement adapté à l'hétérogénéité des situations pour inscrire le bénéficiaire dans une dynamique de parcours, vers la concrétisation de son projet de vie.

Les demandeurs de RSA qui ouvrent un droit à la prestation depuis le 1^{er} décembre 2020 bénéficient de l'offre globale de service mise en place et deviennent ainsi acteurs de leurs parcours :

- Demande caf.fr en toute autonomie, accompagnement numérique dans les espaces multi-services ou par les partenaires relais, rendez-vous instruction RSA avec un conseiller pour certains demandeurs RSA.
- Saisie du recueil de données sociales et professionnelles sur ESPOAR (extranet pour l'orientation et l'accompagnement des bénéficiaires de RSA) pour permettre l'orientation rapide vers un référent unique en charge de son accompagnement vers l'insertion : Conseil Départemental, Pôle emploi, Mission locale ou Caf selon son profil et sa situation.
- Suivi du parcours sur ESPOAR : Pass orientation, Rendez-vous Caf, contractualisation, passage en équipe pluridisciplinaire en cas de non-respect de ses engagements ou de prolongation de la contractualisation.
- Accompagnement des BRSA MAJ par les travailleurs sociaux

Données CAF

Article 3 - Les champs d'intervention de la commune (à compléter)

La commune de Bras-Panon met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

La commune de Bras-Panon met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

- **La politique « petite enfance – famille » :**

Développer une offre diversifiée sur la ville pour une réponse à chaque situation.

Accueil collectif et individuel :

- 1 Eaje communaux de 52 places,

- 6 Eaje CMG de 60 places
- 21 assistants maternels - 85 places

En 2023, 136 places sont offertes aux 550 enfants de moins de trois ans, soit un taux de couverture 38.7%.

- La politique petite enfance, famille : **Accueil Collectif et individuel** : Un multi accueil de 52 places, 5 Micros crèches CMG soit 50 places, 23 Assistants Maternels soit 84 places, 70 place en TPS, soit un total de 256 places d'accueil sur le territoire avec un taux de couverture de 42%. Un Relais Petite Enfance en demi ETP à destination des assistants maternels, gardes à domicile, candidats à l'agrément et parents employeurs. **Enfance – jeunesse : Accueil Extra et périscolaire** : 56/64 places en mercredis périscolaires et Accueil de loisirs maternelle, 116 places en mercredis périscolaires et 116 places en Accueil de Loisirs sans Hébergement. **Enfance et parentalité** : Un Lieu d'Accueil Enfant Parent fonctionnant sur un demi ETP, une ludothèque fonctionnant sur un ETP, une référente bien-traitance à destination des TPS entre autres.
- La politique éducation : **Handicap** : 3 classes ULIS, classe inclusion avec l'IRSAM, UEEA (Unité d'Enseignement en Élémentaire Autisme) avec la construction de 2 classes inclusives. **Numérique** : Ecoles Numériques Innovantes et Ruralité (ENIR) sur l'ensemble des écoles, cartable numérique. **Epanouissement des enfants** : Danse, vélo, cuisine, piscine, classe de langues, classe de sciences, mathémathèque.

- **La politique « enfance jeunesse » :**

Enfance – jeunesse : Accueil Extra et Périscolaire :

La Commune propose des accueils périscolaires et extrascolaires. Elle accompagne les associations qui complètent cette offre.

En 2023, sur les temps périscolaires, l'offre de loisirs est de :

- X places d'accueil communal sur le temps du mercredi dont X places en faveur des 6-12 ans et X places pour les 3-5ans
- X places portées par le tissu associatif dont 82places en faveur des 6-12 ans et X places pour les 3-5ans
- X places d'accueil périscolaire associatif (avant et après la classe)
- X places de garderie associative

Sur les temps extrascolaires :

- X places communales dont X places en faveur des 6-12 ans et X places pour les 3-5ans
- X places associatives dont X places en faveur des 6-12 ans et X places pour les 3-5ans
- X places en ACM adolescents de 13 à 17 ans.

La Commune est dans une démarche de développement de l'offre jeunesse pour répondre aux besoins des familles.

- **La politique « éducation » :**

Développer par la Direction de la culture et de l'Education de la ville :

La Commune met en place des actions pour répondre aux besoins de sa population. La mixité sociale et l'inclusion de tous les enfants sont intégrées dans ses projets.

- **Développer par le Centre Communale d'Action Sociale :**

- **La politique « d'insertion » :**

- La politique « logement » :

- La politique « de Prévention et de lutte contre la délinquance » :

Article 4 - Les objectifs partagés au regard des besoins

(complément en commun)

Le diagnostic partagé (annexe 2 de la présente convention) a permis d'identifier les besoins prioritaires de la commune de Bras-Panon.

Dans l'objectif d'optimiser l'offre existante, de développer une offre nouvelle et de favoriser un continuum d'interventions sur les territoires, les parties conviennent que les champs d'intervention et objectifs communs sont les suivants :

Les champs d'intervention et objectifs :

Les objectifs partagés au regard des besoins sont de maintenir, à minima l'existant, puis, en fonction des champs d'intervention, les objectifs conjoints sont :

Accès aux droits et aux services :

Développement envisagé :

-

Petite enfance :

Commune à mixité ville et rurale, Saint-André compte 196 places d'accueil tout confondus. Avec une moyenne de 186 naissances par an (INSEE 2022), la Commune envisage un développement combiné individuel et collectif qui à terme répondra aux besoins d'évolution de la population et des projets d'urbanisme de son territoire. L'ambition communale partagée au travers de la CTG est de porter le taux de couverture communale de 38.7% (donnée CAF 2022) à 40%. La commune envisage de se situer au niveau de la moyenne départementale qui est de 40 %.

La commune et la Caf s'engage à :

- Développer les places d'accueil de jeunes enfants au regard du Bonus de Territoire avec une attention particulière sur les écarts.
- De contractualiser le bonus territoire Ctg permettant de pérenniser le soutien à l'ensemble des équipements existants soutenus par la collectivité en N-1 ;
- D'agir dans une dynamique partenariale avec les acteurs de l'insertion sociale et professionnelle en vue de doter les Eaje du territoire [du label AVIP, de crèche à vocation d'insertion professionnelle](#) ;
- Professionnaliser les acteurs de la petite enfance pour renforcer un accueil de qualité
- Développer le travail transversal afin de favoriser le maillage territorial de l'accueil collectif et individuel.
- Favoriser l'accès aux équipements d'accueil pour les enfants en situation de handicap.

Développement envisagé :

-

L'inclusion des enfants en situation de handicap

Dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, l'Etat, le Conseil Départemental, l'Agence régionale de Santé et de la Caisse d'Allocations Familiales se sont mobilisés pour mettre en œuvre une politique en faveur d'une égalité des droits et des chances dès le plus jeune âge.

Dans cette perspective, et en lien avec le Projet Régional de Santé (PRS), le Schéma Départemental de Services aux Familles (SDSF) et la stratégie de prévention et lutte contre la pauvreté, le territoire de la Réunion s'est doté d'un Pôle Ressources Handicap (géré par l'association laïque pour l'éducation, la formation, la prévention et l'autonomie – ALEFPA) dont les objectifs sont les suivants :

- Favoriser une prise en charge régulière des enfants en situation de handicap dans les structures de droit commun de la petite enfance (établissements d'accueil du jeune enfant, maisons d'assistantes maternelles) et de la jeunesse (accueils de loisir périscolaire et extrascolaire) en lien avec les autres acteurs qui interviennent dans la prise en charge des enfants porteurs de handicap,
- Augmenter les capacités d'accueil au sein de chaque commune.
- Proposer un plan de sensibilisation et de formation des professionnels sur l'ensemble du Département.

Sur la commune, 105 enfants bénéficient de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), ce qui représente 3,30% des enfants bénéficiaires d'une prestation familiale.

Enfance et jeunesse :

La contractualisation d'un Projet Educatif De Territoire, constitue des axes de développement important pour les enfants de 0-11 ans. Dans cette perspective, des leviers financiers et ingénieries seront actionnés sous réserve des possibilités réglementaires de la Caisse d'Allocations Familiales. Il convient également de s'attacher aux propositions de

soutien pour les jeunes de 12-25 ans, dans une démarche de conforter la politique jeunesse et du dispositif PS jeunes et promeneurs du net sur le territoire.

Développement envisagé :

-

Accompagnement à la parentalité :

Les cosignataires s'engagent à accompagner les parents dans leur rôle d'éducation et à contribuer à l'égalité des chances en matière de réussite scolaire :

Développement envisagé :

-

Qu'est qu'un Lieu d'Accueil Enfants-Parents ?

Le Lieu d'accueil enfants parents (LAEP) est un espace de jeu et de paroles qui accueille d manière libre et sans inscription préalable des jeunes enfants (moins de 6 ans) accompagné d'un parent ou adulte référent pour un temps déterminé, dans un lieu adapté à l'accueil de jeunes enfants, avec des professionnels et/ou bénévoles formés à l'écoute et garants de règles de vie spécifiques à ce lieu.

Objectifs : offrir un espace d'épanouissement et de socialisation des enfants, rompre l'isolement des parents et favoriser les échanges entre adultes, renforcer les liens parents enfants, dans un cadre préventif sans visée thérapeutique ni éducative.

Sur le Département de La Réunion, 18 LAEP sont en fonctionnement au 31/12/2022

Logement et amélioration du cadre de vie :

Développement envisagé :

-

Animation de la vie sociale :

Outils de développement indispensable à la dynamique collective sur un quartier, le centre social est un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueillent toute la population en veillant à la mixité sociale. Ils œuvrent sur le territoire autour de trois valeurs fondatrices : la dignité humaine, la solidarité et la démocratie. Future implantation sur le territoire à partir d'un diagnostic, la structure a pour objectifs de renforcer les liens sociaux, rompre l'isolement des habitants, et impulser les initiatives favorisant la vie collective et la prise de responsabilité des usagers.

L'habitant est au cœur du projet, il est acteur, depuis la phase de diagnostic. Le partenariat autour de la structure agréée permettra de coordonner le projet social et les politiques publiques en vigueur, mais aussi d'assurer une pérennité financière des actions sur les quartiers qui en ont le plus besoin, en fonction des évaluations et des impacts sur les territoires.

Prévision de création d'un centre social

- Développement des dispositifs de cohésion sociale sur les quartiers non couverts

Développement envisagé en lien avec la Fédération Locale des Centres Sociaux :

- Construire un nouvel espace sur le secteur de la Rivière des Roches en y incluant un [Lieu d'Accueil Enfant Parent](#).

- Valoriser le tissu associatif par le soutien de l'engagement bénévole.

Accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle :

Développement envisagé :

.....

Soutenir la fonction de coordination transversale :

- Participer au soutien financier du poste de chargé de coopération, qui a pour mission d'assurer la mise en œuvre du schéma d'actions de la présente convention et d'animer la démarche partenariale.

Développement envisagé :

- Initier une démarche d'évaluation quantitative et qualitative innovante de la CTG, par l'étude d'impact réel des actions menées auprès des publics en lien avec la politique d'écoute usager de la Caf (écoute usagers, focus groupe, enquête, expérimentation d'une approche par cohorte).

Article 5 - Engagements des partenaires

La Caf de la Réunion et la commune de Bras-Panon s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans

le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du Contrat enfance et jeunesse passé avec la commune de Bras-Panon, signataires, la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1 à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme du « bonus territoire ctg ».

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services enfance et jeunesse listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

Article 6 - Modalités de collaboration

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf et de la Commune de Bras-Panon.

Il se réunit à minima deux fois par an.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf et la Commune.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

Article 7 - Échanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude

d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

Les parties s'engagent à mentionner, dans tout document interne ou externe, la source des données.

Article 8 - Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Article 9 - Evaluation

Une évaluation des actions existantes et nouvelles est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, notamment lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation pour le développement sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 3 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre. Chaque fiche-action comportera, de plus, ses propres indicateurs, a minima, des indicateurs de réalisation et de résultats.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation, élaborée au sein du comité de pilotage, devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Toute évaluation entraînant une modification de la présente convention ou des annexes peut faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

Les modalités d'évaluation sont déclinées en annexe 5 de la présente convention.

Article 10 -Durée de la convention

La présente convention, est conclue, à compter de la date de signature figurant ci-dessous jusqu'au **31 décembre 2027** inclus, uniquement par expresse reconduction.

Article 11 -Exécution formelle de la convention

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 12 -La fin de la convention

- Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

- Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 13 -Les recours

- Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Article 14 -Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à Bras-Panon, le 2024

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caisse d'Allocations Familiales		La commune de Bras-Panon
La Directrice Générale par intérim	Le Président du conseil d'administration	Le Maire
Madame Virginie DERAND	Monsieur Harry-Claude MOREL	Monsieur Jeannick ATCHAPA